

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 22/12/4.6**

**SEANCE DU 12 DECEMBRE 2022**  
**L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX ET LE DOUZE DECEMBRE à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 4             | 0         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Anaïs HATRET, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTEES :**

Laetitia QUILICI, (représentée par Monsieur le Maire)  
 Florence GARRONE, (représentée par Christine DEL NERO)  
 Benoît ADET, (représenté par Dominique RIGHI)  
 Christian BERCOVICI, (représenté par Claudie CARTEREAU-ZUNINO)

**Secrétaire de séance :** Anaïs HATRET

|                               |                      |                                    |
|-------------------------------|----------------------|------------------------------------|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                      |                                    |
| <b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI | <b><u>POUR :</u></b> | <b><u>CONTRE(S) :</u></b>          |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> |                      | <b><u>BLANC(S) et NUL(S) :</u></b> |

**OBJET : Personnel communal : vacations des médecins experts**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'URSSAF considère que les médecins auxquels la commune a recours en qualité d'expert, doivent être assujettis au régime général de la Sécurité Sociale pour l'activité exercée au profit de l'administration à l'exception des médecins sollicitant le rattachement des sommes tirées de la mission de service public à leurs revenus tirés de l'activité non salariée.

En effet, la commune d'Ollioules est amenée régulièrement à faire appel à des médecins agréés pour effectuer les examens suivants :

- examen d'un candidat en vue de l'admission à un emploi de fonctionnaire titulaire ou en vue d'un engagement d'un contractuel,
- contre-visite d'un agent ayant demandé un congé de maladie,
- expertise ou contre-expertise d'un agent ayant demandé l'attribution d'un congé de longue maladie ou longue durée, de grave maladie ou expertise dans le cadre d'un accident de travail ou d'une reconnaissance de maladie professionnelle,

- examen à la demande du Comité Médical Départemental ou par la Commission de Réforme.

Il est impossible d'établir précisément le nombre de vacations auxquelles la commune aura recours chaque année.

C'est pourquoi, il convient d'établir une fourchette de vacations comprises entre 20 et 60 par an.

La rémunération de sa vacation sera traitée suivant les dispositions de l'arrêté du 3 juillet 2007 fixant la rémunération des médecins agréés, généralistes et spécialistes visés par le décret n° 86-442 du 14 mars 1986.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 53-84 du 26 janvier 1984 portant statut particulier de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 86-442 du 14 mars 1986,

Vu le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2007 fixant la rémunération des médecins agréés, généralistes et spécialistes visés par le décret n° 86-442 du 14 mars 1986,

Vu le Code de la Sécurité Sociale,

Considérant qu'il convient de créer une fourchette de vacations comprise entre 20 et 60 afin de répondre aux besoins de la commune en termes d'expertises médicales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. REPONDRE aux besoins de la commune en termes d'expertises médicales.
2. DIT que les vacations seront rémunérées selon les conditions de l'arrêté du 3 juillet 2007.
3. DIT que la dépense est prévue au budget chapitre 012.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**

